



QUAND L'ARGENTINE NOUS PARLE DE NOUS...

Xavier Dupret
Juin 2024
12.029 signes

En Argentine, Javier Milei, un candidat mélangeant des perspectives réactionnaires somme toute classiques à des postures libertariennes mais aussi des airs de *rock star* tout de cuir noir vêtue, a remporté les élections présidentielles. Chez nous, aussi, il est évident que le courant libéral-conservateur a misé avec succès sur la *rebel* attitude. L'exercice comparatif qui va suivre permet de souligner, par-delà les différences de contexte, des proximités discursives et stratégiques entre les populismes de droite en Wallonie en Argentine.

Ailleurs et ici...

Certes, l'émergence d'une figure comme Milei correspond bien entendu à des enjeux et un contexte spécifiquement argentins, à commencer par la tradition bien établie du pays à se déclarer à intervalles très réguliers en défaut de paiement sur sa dette extérieure. Alors que Néstor Kirchner (centre-gauche) avait drastiquement restructuré cette dernière entre 2005 et 2009, le retour de la droite en 2015 avec Mauricio Macri s'est traduit par une augmentation vertigineuse de la dette en dollars dans le chef du gouvernement. Une analyse plus détaillée des mécanismes en jeu à l'occasion de ce retour remarqué de l'Argentine sur les marchés

financiers permet de constater de graves irrégularités dans la mise en œuvre de cette nouvelle phase d'endettement tant et si bien que l'on peut qualifier cette dernière d'illégitime.

Cet héritage s'explique en grande partie par la position de l'Argentine dans la division Centre-Périphérie des échanges commerciaux entre le Nord et le Sud. C'est cette particularité qui a conduit l'Argentine à faire défaut sur sa dette pratiquement tous les 25 ans depuis l'indépendance du pays. De surcroît, c'est sur cet arrière-plan de retour au pouvoir de la bourgeoisie liée à la propriété terrienne et foncière que l'on doit lire les interactions de l'Argentine avec le reste du monde en ce moment. Pour nos agriculteurs en Wallonie, c'est indéniablement un danger puisque Javier Milei est un chaud partisan des accords de libéralisation entre le Mercosur et l'Union européenne. Or, la terre des gauchos s'avère nettement plus compétitive en matière d'élevage bovin que notre petite filière wallonne.

Les choix politiques du gouvernement argentin visant, pour l'heure, à intensifier les exportations agricoles débouchent sur des situations de spoliation perpétrées par les forces de l'agrobusiness dans l'accès à la terre. On songera, à ce propos, à la situation du peuple Wichí, une des communautés amérindiennes parmi les plus pauvres d'Argentine. A vrai dire, dans chaque pays du globe, il existe, c'est un fait, des groupes humains qui ont tous pour point commun d'être structurellement dominés. Dans le cas de l'Argentine, la passion triste du miléisme pour la domination sans partage et sans réciprocité s'est également incarnée par des manifestations de machisme débouchant sur le rejet d'une femme présidente (en l'occurrence, Cristina Kirchner) parce que femme, le refus des politiques de gauche car répondant aux intérêts de classe des fractions les plus pauvres de la population et la manifestation décomplexée d'une sensibilité antiprogressiste de type libéral-conservatrice (très proche, au demeurant, du macronisme en France¹).

Toute ressemblance avec les évolutions d'une partie de la droite libérale en Belgique francophone n'est peut-être pas complètement fortuite. Après tout, comme l'énonça un jour Thomas Mann, « si le fascisme revient, il le fera au nom de la liberté ». Mais alors que les tronçonneuses sont de sortie pour tailler dans les droits à l'emploi, à la santé et à la culture chez nous aussi, on fera bien de s'inspirer chez nous aussi de la combattivité des syndicats argentins, davantage, d'ailleurs, en ingénieurs qu'en poètes. En effet, devant la multiplication des grèves générales, le gouvernement très à droite de Javier Milei commence, en effet, à perdre le soutien d'une partie des élites du pays. D'après certains sondages, la population semblerait également en passe de se détourner de sa gestion pour le moins austère de l'économie. Selon une enquête récente, l'Administration Milei est de plus en plus décriée alors que la polarisation sociale s'accroît de jour en jour. 55% des personnes interrogées considèrent que l'ajustement s'est trop exclusivement concentré sur les retraités et les travailleurs et que les opportunités d'emploi sont trop limitées. Par ailleurs, ces mêmes personnes considéraient que Milei n'est pas un « *leader* mondial important » (49%) et qu'il est « trop agressif » (55%). Des nouvelles de ce genre dans un journal clairement ancré à droite

¹ Sardes, Jacques, et Didier Peyrat. « Le macronisme : un nouveau type surnois de populisme ? » in *Humanisme*, vol. 317, no. 4, 2017, pp. 59-64.

prouve sans nul doute qu'une partie des élites est en train de retirer son soutien au nouveau président argentin après à peine 6 mois d'exercice du pouvoir².

D'un populisme de droite à l'autre

La bourgeoisie est, bien sûr, toujours demandeuse de réformes (comprenez, de régressions) qui vont dans le sens de ses intérêts bien compris mais ces dernières doivent s'avérer, à l'usage, parfaitement compatibles avec la continuité de l'extraction de la plus-value à partir du surtravail, c'est-à-dire cette partie de la journée de travail qui n'est pas rémunérée et constitue par là-même la source du profit pour les détenteurs des moyens de production. Dans les mois qui viennent, il faudra, chez nous comme en Argentine, que le mouvement ouvrier réponde à l'accusation de fomenter des grèves politiques face à des dirigeants qui ne lui plaisent pas. Dès lors, il serait peut-être intellectuellement fécond de faire valoir qu'une grève est toujours politique puisqu'elle matérialise le droit souverain du mouvement ouvrier de poser une limite, plus ou moins importante en fonction du rapport de forces, à l'extraction de la plus-value qui est la base par excellence d'une société capitaliste.

« Le péronisme est devenu une caste de gouvernants et de syndicalistes millionnaires, des seigneurs féodaux qui s'éternisent au pouvoir. La version K [kirchnériste] a perfectionné ces méthodes et est aujourd'hui la nouvelle oligarchie. Ils créent des lois mais ne les respectent pas. Ils jurent lutter contre un pouvoir hégémonique fantasmé mais accumulent plus de pouvoir qu'aucun autre gouvernement démocratique récent, en détruisant les institutions et en minant les contrepouvoirs »³. Cette citation est extraite de l'abondante production d'injures de Javier Milei contre la gauche. Remplacez kirchnériste par socialiste ou syndicaliste ou dirigeant mutuelliste ou bobo intello ou journaliste à la RTBF (cela en fait décidément du monde) et vous obtiendrez les cibles privilégiées de la version wallonne du vote miléiste à la mode de chez nous.

Les différences entre les contextes argentin et wallon sont évidentes. D'un côté, on retrouve une superpuissance de l'agrobusiness international qui vit sous un régime démocratique depuis un peu plus de 40 ans à peine. De l'autre, la Wallonie forme un tout petit territoire désindustrialisé dont l'histoire n'a plus connu de soubresauts sociaux depuis la Grande Grève de 1960.

Malgré tout, on retrouve des points communs. Dans un cas comme dans l'autre, le constat d'un déclin économique évident et la nostalgie à laquelle ce constat a donné lieu dans l'actualité récente ont permis le développement de constructions politiques sinon réactionnaires du moins conservatrices appuyant des politiques d'austérité, le tout accompagné d'un petit jeu de comparaisons particulièrement inappropriées.

La Wallonie fut jusqu'il y a un siècle une des principales puissances industrielles de la planète. Son mouvement ouvrier y a formé une alliance avec une partie de l'intelligentsia, lui permettant de constituer un bloc hégémonique. L'Argentine n'a pas eu cette chance, même si

² Profil, édition mise en ligne du 3 juin 2024. Url : <https://shorturl.at/rqaiV>.

³ Página/12, Luis Bruschtein, Javier Milei y la casta verdadera, édition du 20 novembre 2023.

son mouvement ouvrier est le plus combattif et le plus développé de toute l'Amérique latine avec un taux de syndicalisation de près de 40% de la main-d'œuvre employée. Il est vrai que la spécialisation du pays dans les matières premières alimentaires n'a guère favorisé l'expansion d'une base industrielle diversifiée à haute valeur ajoutée. Pour parvenir à saper les bases de l'encadrement de la population par les appareils péronistes, la droite à Buenos Aires guignant le pouvoir décréte, contre tout bon sens historique, qu'il faut comparer l'Argentine avec des pays tels que le Canada ou l'Australie présentés comme émergents à la fin du XIX^e siècle. Chez nous, c'est la comparaison avec la Flandre qui permet de pratiquer ce travail de sape idéologique. Là encore, la rigueur intellectuelle de l'opération pose problème puisqu'après le choc pétrolier de 1973, la Wallonie, à l'instar du nord de l'Angleterre, a connu le déclin de son industrie lourde dont l'émergence remontait au milieu du XIX^e siècle, alors que l'essor de la Flandre a commencé après 1945. Au passage, si l'on compare le niveau de PIB *per capita* de la Wallonie avec des territoires européens ayant un passé industriel comparable comme le Pays de Galles ou le Yorkshire, on constatera que la Wallonie est plus développée⁴. En tout état de cause, ce discours « décliniste » fonctionne, dans un cas comme dans l'autre, comme outil de délégitimation d'une élite politique pour mieux accuser cette dernière de se comporter en caste déconnectée et coupée des réalités d'un peuple qui ne serait ni pluriel ni traversé par des contradictions⁵.

Mouvement ouvrier

Pour l'instant, cela a l'air de marcher. Évidemment, chez nous, comme en Argentine, le discrédit jeté sur les élites politiques traditionnelles fortement liées au mouvement ouvrier permet d'introduire des mesures d'austérité supposées assurer la bonne tenue des finances publiques sans pour autant toucher le moins du monde, cela va de soi, à la répartition inégalitaire des richesses. Au contraire, la taxation des hauts patrimoines est allégée en Argentine. En Wallonie, ce soutien aux classes supérieures a revêtu la forme d'une diminution sensible des droits de succession.

Dans le cas argentin, on a vu se multiplier les grèves générales depuis l'élection de Javier Milei en décembre 2023 au point que les élites économiques commencent à se montrer moins enthousiastes à l'égard de l'« économiste » libertarien. La Wallonie connaîtra probablement des épisodes de ce type dans un avenir proche.

La pression sera, en tout cas, particulièrement grande sur les Engagé-e-s, le partenaire « centriste » du MR *new look* car, et c'est une différence entre les situations objectives des populistes de droite wallons et argentins, Milei a, jusqu'à présent, pu légitimer ses choix de politique économique par le fait qu'il a remporté une élection présidentielle à la majorité absolue. Seul un poète bien étourdi pourrait confondre cette situation avec un score de 30 % à une élection législative à un tour. Il n'est d'ailleurs guère besoin d'être ingénieur (chimiste,

⁴ Lire à ce sujet Quévit, Michel, Flandre-Wallonie Quelle solidarité ? De la création de l'État belge à l'Europe des Régions, Charleroi, Belgique, Éditions Couleur livres, 2010.

⁵ Lire à ce sujet la très instructive entrevue accordée par Georges-Louis Bouchez à La Libre Belgique dans l'édition des 15 et 16 juin 2024 à l'occasion de laquelle il oppose les « vraies gens » au « petit monde » des intellectuels et des académiques. Le journaliste responsable de l'interview (Frédéric Chardon) évoque, à ce propos, Charles Maurras.

en l'occurrence) pour comprendre que dans le deuxième cas de figure, le champ de force des éléments étudiés possède nettement moins d'énergie potentielle.

Bref, ici comme en Argentine, la balle est dans le camp du mouvement ouvrier. Puisse-t-il se montrer, dans les mois qui viennent, aussi combatif chez nous qu'en Argentine...